



Présidence

Praesidium

CANTON DU VALAIS
KANTON WALLIS

Résultats de l'examen des tâches et des structures (ETS 2)

23 | 03 | 2016



PRESSE



23 mars 2016

Résultats de l'examen des tâches et des structures (ETS 2)

(IVS).- Parvenu au terme de la deuxième étape de l'examen des tâches et des structures de l'Etat (ETS 2), le Gouvernement a retenu une liste de 210 mesures, représentant un potentiel de 90 millions de francs d'ici à 2019. Grâce à l'amélioration des prévisions en matière de recettes fiscales (+20 millions) ainsi qu'aux recettes générées par la restructuration du capital-actions de la BCVs (+10 millions), l'objectif initial de 120 millions de francs de moyens financiers à dégager est atteint. La démarche ETS permet de combler le déficit structurel des finances cantonales et d'anticiper les difficultés attendues pour les prochains budgets. Elle vise à garantir le maintien de finances cantonales saines ainsi qu'à dégager des moyens pour les défis actuels et opportunités futures. Les mesures retenues touchent tous les domaines d'action de l'Etat. Dans sa décision, le Conseil d'Etat a veillé à équilibrer les baisses de dépenses et les hausses de recettes. Il s'est également efforcé de minimiser autant que possible l'impact sur les prestations à la population.

Nécessité de la démarche

Le Conseil d'Etat a initié l'examen des tâches et des structures pour maintenir des finances cantonales saines et dégager des moyens pour les défis actuels et opportunités futures. Cette démarche s'est avérée nécessaire au vu des déficits des comptes 2013 et 2014, des difficultés récurrentes à équilibrer les budgets ainsi que des estimations des recettes et des dépenses futures. Elle a été confirmée par l'expertise du BAKBASEL qui a mis en évidence l'existence d'un déficit structurel. Cet institut a également démontré des coûts par habitant supérieurs en Valais par rapport à des cantons similaires.

Déroulement du projet

Sur la base des besoins et moyens estimés dans la planification intégrée pluriannuelle 2016-2019, le Conseil d'Etat avait fixé à 120 millions de francs l'objectif des moyens financiers à dégager par le biais du projet ETS 2 pour l'ensemble de l'Etat, y compris les institutions paraétatiques. Ce montant a été réparti entre tous les services, en tenant notamment compte du benchmarking réalisé par le BAKBASEL. Chaque service a été chargé de proposer des mesures. Une équipe d'analyse, placée sous la présidence d'un expert externe et incluant notamment des représentants du Parlement, a procédé à leur évaluation à l'attention du Conseil d'Etat.

Les pouvoirs judiciaire et législatif ont participé à la démarche, sur invitation du gouvernement. D'autres analyses ont été menées en parallèle sur les structures organisationnelles de l'Etat et les automatismes salariaux. Confiée au BAKBASEL, une étude a examiné la dotation en personnel. Celle-ci s'est révélée globalement inférieure en Valais par rapport à la moyenne suisse et à celle de cantons similaires.



Mesures retenues et résultats globaux

Sur la base de tous ces travaux, le Conseil d'Etat a retenu une liste de 210 mesures permettant de dégager 90 millions de francs d'ici à 2019. Dans un souci d'équilibre, 44% des moyens financiers dégagés concernent des baisses de dépenses et 56% des augmentations de recettes.

194 mesures, pour un montant total de 49 millions, relèvent de la compétence des départements ou du Conseil d'Etat et pourront être mises en œuvre de manière progressive dès le budget 2017. Quant aux 16 mesures restantes, d'un montant de 41 millions, elles nécessitent des modifications législatives de la compétence du Grand Conseil. Grâce à l'amélioration des prévisions en matière de recettes fiscales (+20 millions) ainsi qu'aux recettes générées par la restructuration du capital-actions de la BCVs (+10 millions), l'objectif de 120 millions de francs de moyens financiers à dégager est atteint.

Ces mesures s'additionnent à celles du décret concernant la première phase de l'examen des tâches et des structures de l'Etat (ETS 1) et du décret concernant l'application des dispositions sur le frein aux dépenses et à l'endettement dans le cadre du budget 2015. Ils permettent au canton de dégager des moyens annuels à hauteur de 57 millions de francs pour une durée de trois ans. Le Conseil d'Etat propose de pérenniser une partie de ces mesures (CHF 32 millions au total) en les inscrivant dans des lois.

L'exercice ETS 2 couvre tous les domaines d'action de l'Etat. Les principales baisses de dépenses concernent l'enseignement, la santé, le social et l'économie. Parmi les mesures proposées par les services, le Conseil d'Etat a retenu celles qui permettaient de limiter le plus possible l'impact sur les prestations à la population ainsi que sur les communes.

En matière de hausse de recettes, les principales mesures consistent à réduire certains rabais fiscaux où les standards sont actuellement plus avantageux en Valais que dans la moyenne des autres cantons. Il s'agit par exemple des déductions pour frais de maladie, frais professionnels et enfants.

Impacts sur le personnel, les subventions et les communes

Concernant le personnel, l'examen approfondi des tâches et des structures de l'Etat permet de répondre au postulat du Grand Conseil intitulé « mieux utiliser les collaborateurs au lieu d'en engager de nouveaux ». La réalisation des mesures retenues implique le non-renouvellement sur une période de trois ans de 81.4 postes de travail au sein de l'Etat, en particulier dans l'enseignement. Il n'y aura pas de licenciement sans proposition de remplacement. Etant donné les efforts déjà consentis par le personnel ces dernières années (personal stop, coefficient de 0.6 sur les augmentations individuelles liées à la prestation, les parts d'expérience et les primes de performance) et vu la dotation en ressources humaines inférieure à la moyenne, l'application du coefficient de 0.6 est abandonnée.

Quant aux subventions accordées par le canton, elles diminuent de 32.3 millions de francs.

Les communes sont également concernées avec des charges supplémentaires à hauteur de 5.8 millions de francs. Si l'on considère toutefois l'impact global d'ETS, y compris les deux décrets mentionnés ci-dessus, l'exercice est positif pour les communes à hauteur de 1.5 million de francs.

Mise en œuvre

Les mesures seront arrêtées de manière définitive lors de l'élaboration des prochains budgets. Celles nécessitant des modifications de lois seront mises en consultation, puis soumises au Grand Conseil.

Pour le Conseil d'Etat, cet exercice implique des sacrifices et des décisions difficiles, mais indispensables. La Confédération, ainsi que de nombreux autres cantons, ont également dû entreprendre des programmes d'économies similaires.

Personne de contact :

Le conseiller d'Etat Maurice Tornay, président de la délégation du Conseil d'Etat au projet ETS – 027 606 50 05

Examen des tâches et des structures ETS 2 Résultats

Présentation du Conseil d'Etat
23 mars 2016

Ordre du jour

1. **Accueil et introduction sur le but et le déroulement du projet**
Jacques Melly, président du Conseil d'Etat
2. **Résultats globaux**
Maurice Tornay, président de la délégation du Conseil d'Etat au projet ETS
3. **Mesures retenues**
Maurice Tornay, président de la délégation du Conseil d'Etat au projet ETS
4. **Compétences de mise en œuvre / lois à modifier**
Jean-Michel Cina, chef du DEET
5. **Impacts sur le personnel**
Oskar Freysinger, chef du DFS
6. **Impacts sur les communes**
Esther Waeber-Kalbermatten, cheffe du DSSC
7. **Impacts sur les subventions**
Esther Waeber-Kalbermatten, cheffe du DSSC
8. **Conclusion**
Jacques Melly, président du Conseil d'Etat

Introduction

J. Melly, pdt du Conseil d'Etat

PROJET ETS
PAS PROJEKT

- ▲ Objectif financier atteint: 120 mios de francs
- ▲ Un exercice douloureux, mais nécessaire
- ▲ Un projet du gouvernement dans son ensemble
- ▲ Résultat: un paquet de mesures avec des efforts dans tous les domaines d'action de l'Etat
- ▲ Volonté de minimiser autant que possible l'impact sur les prestations à la population
- ▲ Une chance pour le Valais !
- ▲ Merci aux chefs de service pour leur engagement !

CANTON DU VALAIS
KANTON VALAIS

But de la démarche

J. Melly, pdt du Conseil d'Etat

PROJET ETS
PAS PROJEKT

- ▲ ETS 2 s'est avéré **nécessaire** en raison:
 - des **découverts des comptes 2013 et 2014** (> CHF 80 mios)
 - des **difficultés récurrentes pour équilibrer les budgets**
 - de la confirmation par le BAKBASEL de l'existence d'un **déficit structurel** et de **coûts par habitants supérieurs à des cantons similaires** pour un indice de ressources plus faible
 - des **défis à relever** dans un contexte qui pèse sur les recettes fiscales (RIE III) alors que les besoins augmentent (infrastructures, santé, social, éducation, etc.)
- ▲ Les recettes de la BNS non-budgétisées en 2014 et 2015 (80 mios) vont améliorer le résultat du compte et faciliter l'amortissement des découverts.
Il s'agit toutefois d'une embellie ponctuelle qui ne remet pas en question ETS 2.

CANTON DU VALAIS
KANTON VALAIS

Objectif financier

J. Melly, pdt du Conseil d'Etat

PROJET ETS
PAS PROJEKT

- ▲ ETS 2 a pour **but** de :
 - maintenir des finances cantonales saines
 - dégager les moyens financiers permettant au canton de répondre aux défis actuels et opportunités futures
- ▲ Rappel de l'objectif fixé par le Conseil d'Etat des moyens financiers à dégager grâce à ETS 2 :
120 mios
 - charges nettes de fonctionnement
 - sur la base de l'estimation des «moyens» et des «besoins» ressortant de la PiP 2016-2019
- ▲ Ce montant a été réparti entre **tous les services**, en tenant notamment compte du benchmarking intercantonal réalisé par le BAKBASEL.

CANTON DU VALAIS
KANTON VALIS

Déroulement

J. Melly, pdt du Conseil d'Etat

PROJET ETS
PAS PROJEKT

- ▲ Chaque **service** a été chargé de formuler des propositions de mesures pour atteindre les objectifs financiers fixés.
- ▲ Une **équipe d'analyse**, placée sous la présidence d'un expert externe, et composée de membres de la COFI, du chef de l'Inspection des finances et de l'ancien chef du Service des ressources humaines, a procédé à une évaluation de ces mesures.
- ▲ Les **pouvoirs judiciaire et législatif** ont également participé à la démarche, sur invitation du Conseil d'Etat.

CANTON DU VALAIS
KANTON VALIS

Déroulement

J. Melly, pdt du Conseil d'Etat

PROJET
ETS
PAS
PROJEKT

- ▲ Un **groupe de travail** interdépartemental, placé sous la présidence du Chancelier pour analyser les **structures organisationnelles** de l'Etat, a présenté des propositions de pistes à étudier.
- ▲ Un **groupe de travail** interdépartemental, placé sous la présidence du chef du Service des ressources humaines pour étudier les **automatismes salariaux**, a inventorié, pour le système salarial et les conditions de travail, les bases légales en place et les conséquences en cas de modifications de certains paramètres.
- ▲ Une **étude de la dotation en personnel** a été confiée au **BAKBASEL**. Elle a constaté une dotation globalement inférieure en Valais par rapport à la moyenne suisse et à celle de cantons similaires, avec des nuances selon les domaines.

CANTON DU VALAIS
KANTON VALAIS

Résultats globaux

M. Tornay, pdt délégation du Conseil d'Etat

PROJET
ETS
PAS
PROJEKT

- ▲ Le **Conseil d'Etat** a consacré plusieurs journées à analyser l'ensemble des propositions et **a décidé** de retenir:
 - **210 mesures** pour un montant de **90 mios de francs**
 - soit **44%** de baisse des dépenses et **56%** d'augmentation de recettes.
- ▲ L'**objectif initial de 120 millions** de francs de moyens financiers à dégager est atteint grâce à:
 - l'amélioration des prévisions des recettes fiscales (+20 mios)
 - la restructuration du capital-actions de la BCVs (+10 mios)
- ▲ A cela s'ajoutent les mesures déjà adoptées pour une durée de trois ans dans le cadre du **décret ETS 1 (31 mios)** et du **décret d'équilibre budgétaire 2015 (26 mios)**.
Le Conseil d'Etat propose d'en pérenniser une partie pour un total de **32 millions**.

CANTON DU VALAIS
KANTON VALAIS

Mesures retenues

PROJET ETS PAS PROJEKT
M. Tornay, pdt délégation du Conseil d'Etat

- ▲ L'exercice ETS 2 couvre **tous les domaines d'action de l'Etat**.
- ▲ Parmi les mesures proposées par les services, le Conseil d'Etat a retenu celles qui permettaient de **limiter le plus possible l'impact sur les prestations à la population**.
- ▲ ETS 2 a permis notamment de réfléchir à l'organisation de l'Etat et de faire émerger des **solutions innovantes**, comme par exemple:
 - la création d'une fondation de valorisation des immobilisations non affectées à des tâches régaliennes
 - la transformation des écoles de culture générale (ECG) en écoles des métiers avec contrat d'apprentissage
- ▲ La **liste exhaustive des mesures** figure dans le dossier de presse.

CANTON DU VALAIS
KANTON VALIS

Mesures retenues

PROJET ETS PAS PROJEKT
M. Tornay, pdt délégation du Conseil d'Etat

- ▲ Les **principales baisses de dépenses** concernent:
 - **l'enseignement** (transformation des écoles de culture générale (ECG) en écoles des métiers avec contrat d'apprentissage, resserrement de normes d'organisation, suppression partielle du dédoublement de classes pour l'apprentissage des langues au CO,...)
 - **la santé** (baisse des coûts facturables en EMS, adaptation du tarif de référence pour les hospitalisations hors canton résultant du libre-choix de l'hôpital)
 - **le social** (modification du financement des allocations familiales aux personnes sans et à faible activité lucrative, suppression du supplément d'intégration,...)
 - **l'économie** (réduction de plusieurs mandats de prestations et de dépenses dans le domaine de l'agriculture, du territoire, de la promotion économique, de l'énergie et d'institutions diverses)

CANTON DU VALAIS
KANTON VALIS

Mesures retenues

PROJET ETS PAS PROJEKT
M. Tornay, pdt délégation du Conseil d'Etat

- ▲ En matière de **hausse de recettes**, les principales mesures consistent à réduire certains rabais fiscaux où les standards sont actuellement plus avantageux en Valais que dans la moyenne des autres cantons.
- ▲ Il s'agit par exemple:
 - des déductions pour frais de maladie
 - des déductions pour frais professionnels
 - des déductions pour enfants.

11

CANTON DU VALAIS
KANTON VALAIS

Compétences de mise en œuvre

PROJET ETS PAS PROJEKT
J.-M. Cina, chef du DEET

- ▲ Parmi les mesures retenues:
 - 194 relèvent de la **compétence du Conseil d'Etat**, du département ou du service concerné (49 mios)
 - entrée en vigueur possible dès le budget 2017
 - 16 relèvent de la **compétence du Grand Conseil** (41 mios) et impliquent la modification de 9 lois et la création d'1 loi
 - entrée en vigueur possible uniquement dès le budget 2018
- ▲ Le tout représente un **paquet équilibré**.
- ▲ Le Conseil d'Etat présentera au Grand Conseil un **paquet** contenant les mesures **ETS 2** ainsi que la pérennisation de certaines mesures des **décrets ETS 1 et d'équilibre budgétaire 2015**.

12

CANTON DU VALAIS
KANTON VALAIS

Compétences de mise en œuvre Lois à modifier

PROJET ETS PAS PROJEKT
J.-M. Cina, chef du DEET

▲ Liste des lois à modifier:

- Loi sur l'hébergement, la restauration et le commerce de détail des boissons alcoolisées
- Loi sur la police cantonale
- Loi fiscale
- Loi sur la promotion de la culture
- Loi sur l'assurance maladie
- Loi sur l'harmonisation du financement des régimes sociaux et d'insertion socio-professionnelle
- Loi sur la santé
- Loi d'application de la loi fédérale sur les allocations familiales
- Loi sur les participations de l'Etat

▲ Nouvelle loi:

- Nouvelle loi pour la création d'une fondation de valorisation des immobilisations

13

CANTON DU VALAIS
KANTON VALAIS

Impacts sur le personnel

PROJET ETS PAS PROJEKT
O. Freysinger, chef du DFS

- ▲ L'examen approfondi des tâches et des structures de l'Etat permet notamment de répondre à la **motion du Grand Conseil, transformée en postulat**, intitulée « mieux utiliser les collaborateurs au lieu d'en engager de nouveaux ».
- ▲ **Pas de licenciements sans proposition de remplacement**
- ▲ **Non-renouvellement** sur une période de trois ans de **81.4 postes de travail** au sein de l'Etat, principalement dans l'enseignement
 - Seul domaine où, malgré l'augmentation de la population et son vieillissement, des réductions de postes sont possibles sans pénaliser de façon significative la qualité des prestations
 - Par exemple: par le resserrement de normes d'organisation ou la suppression partielle du dédoublement de classes pour l'apprentissage des langues

14

CANTON DU VALAIS
KANTON VALAIS

Impacts sur le personnel

O. Freysinger, chef du DFS

PROJET ETS
PAS PROJEKT

- ▲ Un certain nombre d'**efforts** ont **déjà** été **consentis** par la fonction publique ces dernières années:
 - personal stop
 - application en 2016 d'un coefficient de 0.6 sur les augmentations progressives liées à la prestation, les parts d'expériences et les primes de performance
- ▲ L'**étude du BAKBASEL** a démontré une dotation globalement inférieure en Valais par rapport à la moyenne suisse et à celle de cantons similaires.
- ▲ Le Conseil d'Etat a donc **renoncé à demander davantage d'efforts au personnel**.
- ▲ Il a également **renoncé à l'application du coefficient de 0.6 dès janvier 2017** (pour le personnel enseignant à partir de l'année scolaire 2017-2018).

CANTON DU VALAIS
KANTON VALAIS

Impacts sur les communes

E. Waeber-Kalbermatten, cheffe du DSSC

PROJET ETS
PAS PROJEKT

- ▲ Le CE a veillé à **ne pas préteriter les communes**.
- ▲ Il a limité au maximum les **reports de charges** qui se montent à **5.8 mios de francs**.
- ▲ Principales répercussions de charges sur les communes:
 - Participation des communes aux réductions individuelles de primes maladies
 - Prise en compte de la logopédie dans le forfait scolaire payé par les communes
 - Participation des communes au financement des écoles de musique
- ▲ Si l'on considère l'impact global d'ETS, y compris le décret ETS 1 et celui d'application du double frein dans le cadre du budget 2015, l'exercice est **positif pour les communes, à hauteur de 1.5 mio de francs**.

CANTON DU VALAIS
KANTON VALAIS

Impacts sur les subventions

PROJET
ETS
PAS
PROJEKT

E. Waeber-Kalbermatten, cheffe du DSSC

- ▲ Le Conseil d'Etat a soigneusement **pesé les conséquences de ses décisions**, pour éviter au maximum de toucher aux personnes les plus faibles.
- ▲ Impact total sur les subventions: **32.3 millions de francs**
- ▲ Exemple de mesures :
 - Suppression du supplément d'intégration
 - Augmentation des taxes d'études HES-SO
 - Baisse des coûts facturables en EMS
 - Diminution de bourses d'études
 - Diminution de divers mandats de prestations :
 - Observatoire valaisan du tourisme
 - Antenne Région Valais Romand (ARVR) / Regions- und Wirtschaftszentrum Oberwallis (RWO AG)
 - Fondation The Ark
 - Institut de recherche IDIAP, Institut de recherche en ophtalmologie (IRO)
 - Fondation pour le développement durable des régions de montagne, ...

CANTON DU VALAIS
KANTON WALLIS

Conclusion

PROJET
ETS
PAS
PROJEKT

J. Melly, président du Conseil d'Etat

- ▲ Le Conseil d'Etat a atteint son objectif de 120 millions.
- ▲ Il a cherché à minimiser au maximum l'impact sur les prestations à la population.
- ▲ Il présente un paquet équilibré, avec des efforts à consentir dans tous les domaines.
- ▲ Il s'agit d'un exercice douloureux, mais indispensable.
- ▲ La Confédération ainsi que de nombreux cantons ont dû mettre sur pied des programmes similaires.
- ▲ Une organisation se doit de repenser périodiquement ses structures et son fonctionnement.
- ▲ Le Conseil d'Etat remercie les chefs de services, les membres de l'équipe d'analyse et des différents groupes de travail, ainsi que l'ensemble des collaboratrices et collaborateurs, sans qui la démarche n'aurait pas pu aboutir.

CANTON DU VALAIS
KANTON WALLIS

Conclusion

▲ Suite du processus

- Procédure de consultation durant le printemps
- Transmission si possible en juin d'un message au Grand Conseil pour sa session de septembre
- Inscription des mesures de la compétence du Conseil d'Etat, des départements et des services dans le budget 2017
- Entrée en vigueur des mesures de la compétence du Grand Conseil au 1^{er} janvier 2018

| Dpt | Service | Titre | Resp. | Frs canton |
|------|---------|--|-------|------------|
| DEET | SAJEET | Augmentation des émoluments des décisions de droit foncier rural | Serv. | -40'000 |
| DEET | SAJEET | Diminution des honoraires de la rubrique 318 | Serv. | -13'400 |
| DEET | SCA | Perception d'un émolument sur les décisions de reconnaissance d'exploitation agricole | Gouv. | -60'000 |
| DEET | SCA | Diminution subventions promotion, CVA et dépannage agricole | Gouv. | -470'500 |
| DEET | SCA | Réduction des mandats de contrôles des prestations écologiques requises pour les paiements directs | Dpt | -120'000 |
| DEET | SCA | Réduction des subventions liées à la production animale | Dpt | -300'000 |
| DEET | SCA | Réduction linéaire rubrique 31 paiements directs | Serv. | -1'468 |
| DEET | SCA | Réduction du soutien aux développements de projets réseaux, paysagers et ressources au niveau des paiements directs | Dpt | -97'000 |
| DEET | SCA | Facturation des contrôles obligatoires sur le terrain pour bénéficier des paiements directs et saisie manuelle des données | Gouv. | -407'000 |
| DEET | SCA | Facturation de diverses prestations fournies par l'office d'économie animale | Gouv. | -25'000 |
| DEET | SCA | Facturation des prestations en lien avec la viticulture | Gouv. | -30'000 |
| DEET | SCA | Ventes du secteur de production arboricole | Serv. | -240'000 |
| DEET | SCA | Réduction linéaire rubrique 31 Ecole Châteauneuf | Serv. | -64'032 |
| DEET | SCA | Réduction des subventions en lien avec la formation | Dpt | -70'000 |
| DEET | SCA | Augmentation des recettes à l'école de Châteauneuf et Viège | Serv. | -90'000 |
| DEET | SCA | Réduction linéaire rubrique 31 Etat-major | Serv. | -30'000 |
| DEET | SCA | Facturation d'honoraires pour le travail réalisé pour le compte de la CVA - Encaissement cotisations des membres | Dpt | -8'000 |
| DEET | SCA | Facturation des honoraires pour prestations juridiques à des privés | Gouv. | -10'000 |
| DEET | SCA | Internalisation de prestations liées à la stratégie R3 agriculture | Gouv. | -1'130'000 |
| DEET | SDE | Diminution du mandat de prestations Fondation The Ark, partie The Ark Energy | Serv. | -400'000 |
| DEET | SDE | Diminution du mandat de prestations ARVR en lien avec les activités de promotion économique (fonctions de porte d'entrée) | Serv. | -600'000 |
| DEET | SDE | Diminution du mandat de prestations RWO AG en lien avec les activités de promotion économique (fonctions de porte d'entrée) | Serv. | -250'000 |
| DEET | SDE | Suppression du mandat de prestations IRO | Serv. | -300'000 |
| DEET | SDE | Suppression du mandat de prestations IDIAP | Serv. | -400'000 |
| DEET | SDE | Diminution du mandat de prestations Mediplant | Serv. | -40'000 |
| DEET | SDE | Suppression du mandat de prestations avec l'Association des Entreprises Valais Excellence (AEVEX) | Serv. | -200'000 |
| DEET | SDE | Diminution du mandat de prestations de l'Observatoire Valaisan du Tourisme (OVT) | Serv. | -325'000 |
| DEET | SDE | Diverses coupes linéaires en rubrique 31 | Serv. | -100'000 |
| DEET | SDE | Réduction du financement à la Conférence des Chefs de Département de l'Économie Publique de Suisse Occidentale (CDEP-SO) | Serv. | -115'000 |
| DEET | SDE | Arrêt de l'alimentation du Fonds culture et tourisme | Gouv. | -175'000 |
| DEET | SDE | Réduction des aides à fonds perdus en faveur du tourisme et des régions de montagne (rubrique 36) | Serv. | -632'000 |
| DEET | SDT | Réduction des honoraires et prestations pour la réalisation des études de base et du projet Développement territorial 2020 | Serv. | -70'000 |
| DEET | SDT | Réduction des honoraires et prestations pour la réalisation des études de base et du projet Développement territorial 2020 | Serv. | -68'400 |
| DEET | SEFH | Réduction des dépenses dans le cadre du rabais industriel | Serv. | -117'000 |
| DEET | SEFH | Réduction des dépenses dans le cadre des honoraires et prestations de service | Serv. | -85'200 |
| DEET | SEFH | Réduction des dépenses dans le cadre des subventions à des communes | Serv. | -85'200 |
| DEET | SICT | Mise à charge au fonds de compensation de l'AC d'une partie des coûts du personnel direction | Serv. | -413'100 |
| DEET | SICT | Adaptation des tarifs de la main-d'oeuvre | Serv. | -75'000 |
| DEET | SICT | Adaptation des tarifs de la police du commerce | Serv. | -30'000 |
| DEET | SICT | Suppression du mandat de prestations avec la fédération romande des consommateurs (FRC) | Dpt | -18'000 |
| DEET | SICT | LHR / Part 1: Modification de la répartition de la redevance annuelle dans le domaine LHR entre canton/communes/fonds pour la formation continue | Parl. | -47'000 |
| DEET | SICT | LHR: Adaptation des tarifs pour les décisions rendues dans le cadre de la LHR | Serv. | -20'000 |
| DEET | SICT | LHR: Adaptation de la redevance annuelle pour les boissons alcoolisées | Parl. | -575'000 |
| DEET | SICT | Adaptation des émoluments en application de la loi du service de l'emploi (LSE) | Gouv. | -3'000 |

| Dpt | Service | Titre | Resp. | Frs canton |
|------|---------|---|-------|------------|
| DEET | SICT | Mise à charge au fds CH de compensation de l'AC de 0.3 EPT de la chargée cantonale de la Commission interinstitutionnelle (CII) imputée au canton | Serv. | -55'000 |
| DEET | SICT | LHR / Part 2: Modification de la répartition de la redevance annuelle dans le domaine LHR entre canton/communes/fonds pour la formation continue | Parl. | -103'000 |
| DEET | SICT | FCE / Part 2: Diminution de l'alimentation du Fonds Cantonal pour l'Emploi | Serv. | -1'200 |
| DEET | SRFG | Autofinancement de l'inspection des notaires | Gouv. | -105'000 |
| DEET | SRFG | Suppression de l'inspection des cadastres | Gouv. | -120'000 |
| DEET | SRFG | Accélération du couplage des bases de données de la mensuration officielle, des teneurs de cadastre et du registre foncier | Serv. | -120'000 |
| DEET | SRFG | Promotion et amélioration du portail d'information sur les données du registre foncier | Serv. | -60'000 |
| DEET | SRFG | Réforme du système de gestion des décisions de non-assujettissement | Serv. | -50'000 |
| DFI | ACF | Suppression de l'impression papier des brochures e-dics du compte et du budget ainsi que du coffret | Serv. | -31'000 |
| DFI | ACF | Nouveau régime des pensions des magistrats dès le 01.01.2015 / nouveau financement du pont AVS et passage à la primauté des cotisations au 01.01.2012 | Serv. | -300'000 |
| DFI | OCEF | Remplacement de la journée "Osez tous les métiers" par la journée "Futur en tous genres" soutenue par le SEFRI | Serv. | -14'000 |
| DFI | OCEF | Suppression de la version imprimée de la brochure d'adresses CAIRN | Serv. | -5'000 |
| DFI | OJFP | Suppression de la fonction d'adjoint et réduction de 0.15 EPT | Gouv. | -20'000 |
| DFI | SAIC | Suppression des enquêtes de satisfaction auprès des communes | Serv. | -20'000 |
| DFI | SAIC | Réduction des honoraires d'experts dans le cadre de la révision de la Constitution | Serv. | -29'000 |
| DFI | SAIC | Réduction de l'alimentation du fonds de fusion | Serv. | -200'000 |
| DFI | SCC | Augmentation à 5% de la franchise pour la déduction des frais de maladie et de guérison | Parl. | -4'000'000 |
| DFI | SCC | Plafonnement à 9'000 francs des déductions des frais de transport | Parl. | -1'700'000 |
| DFI | SCC | Augmentation de la franchise concernant l'impôt confiscatoire sur la fortune | Gouv. | -4'500'000 |
| DFI | SCC | Réduction à 150 francs de la déduction par enfant | Parl. | -8'000'000 |
| DFI | SCC | Augmentation des émoluments pour l'envoi de sommations pour non-dépôt de la déclaration d'impôt et pour non-paiement de l'impôt | Gouv. | -300'000 |
| DFI | SCC | Augmentation du montant des émoluments liés aux réquisitions de poursuites | Gouv. | -200'000 |
| DFI | SCC | Suppression de l'impression du guide de taxation | Serv. | -22'500 |
| DFI | SCC | Suppression des commissions communales d'impôt | Parl. | -40'000 |
| DFI | SCI | Internalisation d'un poste de technicien informatique | Gouv. | -30'000 |
| DFI | SCI | Internalisation d'un demi-poste de développeur/consultant BDR | Gouv. | -53'000 |
| DFI | SCI | Diminution des coûts des prestations et/ou des prestations de consulting (Pilotage) | Serv. | -50'000 |
| DFI | SCI | Diminution progressive des impressions couleurs demandées pour les travaux de copies/reproductions | Serv. | -12'000 |
| DFI | SCI | Diminution des coûts des contrats de service des systèmes | Serv. | -115'000 |
| DFI | SCI | Optimisation des coûts d'impression (coût au click/matériel/location) au Print Center | Serv. | -200'000 |
| DFI | SCI | Diminution des coûts des acquisitions et/ou des acquisitions liées au réseau de télécommunications | Serv. | -60'000 |
| DFI | SCI | Internalisation d'un poste d'administrateur systèmes / DBA | Gouv. | -100'000 |
| DFI | SCI | Diminution des coûts des prestations et/ou des prestations pour la section télécommunications | Serv. | -20'000 |
| DFI | SRH | Légère diminution de l'engagement de stagiaires | Serv. | -86'000 |
| DFI | SRH | Examens de médecine du travail | Serv. | -10'000 |
| DFI | SRH | Diminution des frais liés aux modalités de mise au concours | Serv. | -23'000 |
| DFI | SRH | Diminution du développement SAP HR | Serv. | -30'000 |
| DFI | SRH | Renonciation à certaines mesures de marketing | Serv. | -5'000 |
| DFS | PC | Saisie des bulletins d'hôtels | Serv. | -200'000 |
| DFS | PC | Financement des prestations de sécurité lors de manifestations sportives | Parl. | -985'000 |
| DFS | PC | Facturation des prestations de la Police cantonale auprès des communes sans PM et des tiers | Serv. | -500'000 |
| DFS | PC | Frais de télécommunications | Serv. | -20'000 |
| DFS | PC | Equipement et matériel | Serv. | -20'000 |
| DFS | PC | Formation | Serv. | -40'000 |
| DFS | PC | Facturation aux communes des frais d'exploitation Polycom | Dpt | -540'000 |
| DFS | SAJFS | Hausse de la finance d'inscription aux cours J+S | Serv. | -80'000 |
| DFS | SAJFS | Diminution des bourses d'études formation professionnelle | Gouv. | -458'000 |
| DFS | SAJFS | Diminution des bourses d'études écoles de formation générale | Gouv. | -82'000 |

| Dpt | Service | Titre | Resp. | Frs canton |
|-----|---------|---|-------|------------|
| DFS | SAJFS | Diminution des bourses d'études hautes écoles | Gouv. | -71'000 |
| DFS | SAJFS | Diminution des bourses d'études sur l'ensembles des degrés | Gouv. | -689'000 |
| DFS | SAPEM | Fermeture de la Prison de Martigny | Dpt | -200'000 |
| DFS | SAPEM | Internalisation partielle de la surveillance des personnes détenues en milieu hospitalier | Dpt | -250'000 |
| DFS | SCJ | Prise en compte du domaine de la logopédie dans le calcul du forfait scolaire | Serv. | -871'000 |
| DFS | SCN | Diminution des investissements spécifiques au SCN (rubrique 311) | Serv. | -10'000 |
| DFS | SCN | Nouvel appel d'offres pour la fourniture des plaques (rubrique 313) | Serv. | -10'000 |
| DFS | SCN | Réduction de l'entretien des immeubles (rubrique 314) | Serv. | -10'000 |
| DFS | SCN | Reprise du module des attestations d'assurance électroniques par l'association des services des automobiles (rubrique 315) | Serv. | -20'000 |
| DFS | SCN | Réduction des frais d'expertise de communication et de procès (rubrique 318) | Serv. | -13'000 |
| DFS | SCN | Augmentation du nombre de mesures administratives (rubrique 431) | Serv. | -80'000 |
| DFS | SCN | Vente aux enchères des plaques (rubrique 435) | Serv. | -100'000 |
| DFS | SCN | Augmentation du nombre de dénonciations (rubrique 437) | Serv. | -27'000 |
| DFS | SCN | Reprise des contrôles technique effectués par le TCS | Serv. | -100'000 |
| DFS | SE | Suspension en Primaire des décharges de L2L3 dès 2017 | Serv. | -800'000 |
| DFS | SE | Diminution partielle du dédoublement des cours de langues en 9CO en L2 | Serv. | -1'050'000 |
| DFS | SE | Diminution partielle du dédoublement des cours de langues en 10CO en L3 | Serv. | -1'050'000 |
| DFS | SE | Diminution partielle du dédoublement des cours de langues en 11CO en L3 | Serv. | -420'000 |
| DFS | SE | Suspension au CO des décharges diverses compensée par une rémunération forfaitaire de la période de décharge | Serv. | -420'000 |
| DFS | SE | Suspension au Secondaire 2 des décharges diverses compensée par une rémunération forfaitaire de la période de décharge | Serv. | -990'000 |
| DFS | SE | Fermeture de la classe EPP immersion de l'OMS de Brigue | Serv. | -260'000 |
| DFS | SE | Réorganisation à la HEPVs de certaines tâches liées à l'administration académique | Serv. | -120'000 |
| DFS | SE | Report à la HEPVs des cours du Lehrplan 21 | Serv. | -50'000 |
| DFS | SE | Diminution à la HEPVs des ressources animation pédagogique | Serv. | -140'000 |
| DFS | SE | Nouvelle solution d'impression à la HEPVs | Serv. | -30'000 |
| DFS | SE | Diminution en AC+M en Primaire des périodes octroyées par un resserrement des conditions d'organisation | Serv. | -150'000 |
| DFS | SE | Resserrement au Secondaire 2 dans les collèges des conditions de mise sur pied des cours à options | Serv. | -560'000 |
| DFS | SE | Resserrement au Secondaire 2 des normes d'organisation | Serv. | -1'360'000 |
| DFS | SE | Suspension au Secondaire 2 des décharges de titulariat compensée par une rémunération forfaitaire | Serv. | -600'000 |
| DFS | SE | Réduction diverse à la HEPVs dans les biens et services | Serv. | -12'000 |
| DFS | SE | Suspension partielle de 5H à 8H des études dirigées | Serv. | -610'000 |
| DFS | SFOP | Transformation des Écoles de culture générale (ECG) en écoles des métiers avec contrat d'apprentissage | Dpt | -5'400'000 |
| DFS | SFOP | Suppression de la possibilité de faire des apprentissages en Écoles des métiers sans maturité professionnelle intégrée hors du canton | Dpt | -150'000 |
| DFS | SFOP | Transformation de certaines décharges accordées au personnel enseignant en mandats | Dpt | -1'027'320 |
| DFS | SFOP | Transfert et/ou autofinancement complet de la formation continue organisée pour le compte de tiers | Dpt | -230'000 |
| DFS | SFOP | Mécanismes d'ouverture et de fermeture de classes pour la formation professionnelle initiale | Serv. | -170'000 |
| DFS | SHE | Augmentation des taxes d'études HES-SO | Gouv. | -917'000 |
| DFS | SHE | Arrêt des rémunérations par l'Etat des stages en santé | Gouv. | -1'344'800 |
| DFS | SHE | Arrêt des subventions du SHE à l'observatoire du tourisme | Gouv. | -350'000 |
| DFS | SHE | Coupes dans la rubrique 31 du SHE | Dpt | -64'000 |
| DFS | SHE | Coupe dans la formation continue des enseignants | Dpt | -10'000 |
| DFS | SHE | Campus EPFL Valais/Wallis : Supprimer / différer le subventionnement d'une chaire | Gouv. | - |
| DFS | SHE | Réduction du subventionnement de l'Académie de Musique Tibor Varga | Dpt | -50'000 |
| DFS | SJSJ | Renonciation à l'inspection des services officiels de la curatelle | Gouv. | -21'000 |
| DFS | SJSJ | Modification/suppression du cahier des charges du Président de la Chambre de surveillance des avocats | Gouv. | -4'000 |
| DFS | SJSJ | Limitation de la participation aux coûts de formation externe | Serv. | -2'000 |
| DFS | SPM | Adaptation des émoluments | Serv. | -10'000 |
| DFS | SPM | Application de la LTar | Serv. | -38'000 |
| DFS | SSCM | Diminution du nombre de cours de protection civile | Serv. | -123'000 |

| Dpt | Service | Titre | Resp. | Frs canton |
|------|-------------------|--|-------|-------------|
| DSSC | OPF | Traitement des réquisitions de poursuites qui découleront de la prescription de tous les actes de défaut de biens délivrés avant 1997 | Serv. | - |
| DSSC | OPF | Optimiser la perception des émoluments dans le cadre des faillites | Serv. | -250'000 |
| DSSC | SAS | Adaptation du taux d'amortissement dans les institutions spécialisées | Dpt | -374'500 |
| DSSC | SAS | Diminution des primes caisses maladie (LAMAL) des requérants d'asile (RA) | Dpt | -1'250'000 |
| DSSC | SAS | Réduction du forfait d'entretien pour les jeunes adultes | Gouv. | -465'500 |
| DSSC | SAS | Suppression du supplément d'intégration | Dpt | -1'120'000 |
| DSSC | SAS | Ouverture de tous les secteurs du marché du travail aux requérants d'Asile | Dpt | -50'000 |
| DSSC | SC | Fondation P. Gianadda : abandon de la subvention pour la collection Franck | Dpt | -25'000 |
| DSSC | SC | Reprise partielle de la prestation réalisée par VSnet | Dpt | -50'000 |
| DSSC | SC | Arrêt de l'alimentation du Fonds culture et tourisme | Gouv. | -250'000 |
| DSSC | SC | Ecoles de musique | Parl. | -1'299'400 |
| DSSC | SC | Réduction dans le domaine de la culture | Serv. | -399'000 |
| DSSC | SC | Augmentation des tarifs de visite à la Médiathèque de Martigny | Dpt | -20'000 |
| DSSC | SCAV | Réduction des coûts Rubrique 31 Biens, Services et marchandises_1 | Serv. | -10'000 |
| DSSC | SCAV | Réduction des coûts Rubrique 31 Biens, Services et marchandises_2 | Serv. | -15'000 |
| DSSC | SCAV | Explication groupe 32 | Serv. | -5'095 |
| DSSC | SCAV | Explication groupe 40 | Serv. | -5'000 |
| DSSC | SCAV | Autofinancement des frais d'inspections | Gouv. | -322'200 |
| DSSC | SCAV | Augmentation des émoluments liés aux inspections vétérinaires | Serv. | -20'000 |
| DSSC | SCAV | Augmentation des amendes dans le cadre de la protection des animaux | Serv. | -30'000 |
| DSSC | SPT | Divers émoluments | Gouv. | -67'000 |
| DSSC | SPT | Réduire les contrats avec l'Institut romand de santé au travail (IST) | Serv. | -75'000 |
| DSSC | SPT | Economies SG DSSC | Dpt | -65'000 |
| DSSC | SPT | Diminution des coûts de formation NBC | Serv. | -10'000 |
| DSSC | SSP | Timbre santé | Gouv. | -160'000 |
| DSSC | SSP | Introduction d'une taxe pour le service de garde | Parl. | -730'000 |
| DSSC | SSP | Diminution des frais de pré-exploitation et de déménagement de l'Hôpital Riviera-Chablais (HRC) | Dpt | -250'000 |
| DSSC | SSP | Adaptation du tarif de référence pour les hospitalisations hors canton résultant du libre-choix de l'hôpital | Gouv. | -1'000'000 |
| DSSC | SSP | Forfait supplémentaire pour les frais administratifs pour les prestations LAMal à domicile aux patients hors canton | Gouv. | -21'000 |
| DSSC | SSP | Tarifs pour les cliniques du Haut-Plateau | Gouv. | -211'000 |
| DSSC | SSP | Facturation des tarifs d'autorité et des conventions forfaires LAMal | Gouv. | -10'000 |
| DSSC | SSP | Répartition du financement des subsides d'assurance-maladie des personnes au bénéfice de prestations complémentaires. | Parl. | -3'355'000 |
| DSSC | SSP | Mise en place d'une facturation des prestations médicales ambulatoires pour Addiction Valais | Gouv. | -280'000 |
| DSSC | SSP | Abandon du financement de l'infrastructure centrale du système d'information EMS/CMS via l'Observatoire valaisan de la santé | Dpt | -155'000 |
| DSSC | SSP | Application de la loi sur l'harmonisation du financement des régimes sociaux et d'insertion socio-professionnelle sur le budget cantonal des RIP | Parl. | -14'475'000 |
| DSSC | SSP | Autofinancement de l'activité de conseil à la petite enfance par les CMS | Gouv. | -612'000 |
| DSSC | SSP | Baisse des coûts facturables des EMS | Gouv. | -1'314'000 |
| DSSC | Sub. Ass Sociales | Modification du financement des allocations familiales aux personnes sans et à faible activité lucrative | Parl. | -1'193'500 |
| DSSC | Sub. Ass Sociales | Modification du financement des allocations complémentaires pour les travailleurs agricoles | Parl. | -1'010'000 |
| DTEE | OCRN | Mesure d'économie N°1 (rubrique 311 / mobilier) | Serv. | -1'500 |
| DTEE | OCRN | Mesure d'économie N°2 (rubrique 314 / entretien) | Serv. | -1'400 |
| DTEE | OCRN | Mesure d'économie N°3 (rubrique 315 / prestations d'entretien) | Serv. | -2'000 |
| DTEE | OCRN | Mesure d'économie N°4 (rubrique 318 / prestations de service) | Serv. | -22'100 |
| DTEE | SBMA | Internalisation des tâches de gestion de la carte archéologique et de suivi des sondages archéologiques | Gouv. | -92'000 |
| DTEE | SBMA | Création d'une fondation de valorisation des immobilisations non affectées à des tâches régaliennes | Parl. | -3'800'000 |
| DTEE | SBMA | Engagement d'un EPT concierge | Gouv. | -100'000 |
| DTEE | SFP | Réduction des mesures en faveur des espèces protégées, rares, en voie de disparition | Serv. | -10'000 |
| DTEE | SFP | Réduction du financement à la FDDM pour la réalisation de l'Agenda 21 du canton du Valais | Serv. | -13'000 |
| DTEE | SFP | Réduction du financement au Parc naturel Binntal | Serv. | -10'000 |

| Dpt | Service | Titre | Resp. | Frs canton |
|----------|---------|--|-------|-------------|
| DTEE | SFP | Réduction du financement au Parc naturel de Pfyn-Finges | Serv. | -10'000 |
| DTEE | SFP | Réduction du financement à UNESCO SAJA | Serv. | -22'000 |
| DTEE | SPE | Gestion des bases de données | Serv. | -27'000 |
| DTEE | SPE | Suppression de la subvention pour les cours à l'intention des exploitants de décharges | Serv. | -5'000 |
| DTEE | SRTCE | Graviers Rhône | Gouv. | -600'000 |
| DTEE | SRTCE | Utilisation du fonds Routes Principales Suisse pour leur entretien | Gouv. | -500'000 |
| DTEE | SRTCE | Technologie de salage | Serv. | -200'000 |
| DTEE | SRTCE | Mise en place d'une stratégie systématique lors d'achats de biens et de services | Gouv. | -150'000 |
| DTEE | SRTCE | Améliorer l'efficiencie du traitement des factures créanciers | Gouv. | -60'000 |
| DTEE | SRTCE | Travail à temps partiel | Serv. | -100'000 |
| DTEE | SRTCE | Vidéo conférence | Serv. | -30'000 |
| DTEE | SRTCE | MobilityCarSharing | Gouv. | -50'000 |
| Exécutif | CE | Réduction des dédommagements attribués au Conseil d'Etat | Gouv. | -60'000 |
| Exécutif | CE | Réduction des mandats attribués par le Conseil d'Etat | Gouv. | -10'000 |
| PRES | CHE | Suspension de l'attribution de mandats pour la migration de la gestion documentaire des services dans ECM | Serv. | -60'000 |
| PRES | CHE | Réduction des mandats en faveur de la réalisation des objets gouvernementaux | Serv. | -50'000 |
| PRES | CHE | Réduction des mandats en faveur de la promotion des intérêts du canton sur la scène fédérale | Serv. | -20'000 |
| PRES | CHE | Réduction des mandats en faveur de la réalisation de la communication gouvernementale | Serv. | -71'000 |
| PRES | CHE | Réduction des charges administratives nouvelles consécutives à la mise en vigueur de la loi sur les participations de l'Etat | Parl. | - |
| PRES | IF | Honoraires | Serv. | -88'000 |
| | | | Total | -90'168'315 |

Abréviations

| | |
|--------|---|
| ACF | Administration cantonale des finances |
| CHE | Chancellerie d'Etat |
| DEET | Département de l'économie, de l'énergie et du territoire |
| DFI | Département des finances et des institutions |
| DFS | Département de la formation et de la sécurité |
| DSSC | Département de la santé, des affaires sociales et de la culture |
| DTEE | Département des transports, de l'équipement et de l'environnement |
| IF | Inspection des finances |
| OCEF | Office cantonal de l'égalité et de la famille |
| OCRN | Office de construction des routes nationales |
| OJFP | Office juridique des finances et du personnel |
| OPF | Office des poursuites et faillites |
| PC | Police cantonale |
| PRES | Présidence |
| SAIC | Service des affaires intérieures et communales |
| SAJEET | Service administratif et juridique du DEET |
| SAJFS | Service administratif et juridique de la formation et du sport |
| SAJTEE | Service administratif et juridique du DTEE |
| SAPEM | Service d'application des peines et mesures |
| SAS | Service de l'action sociale |
| SBMA | Service des bâtiments, monuments et archéologie |
| SC | Service de la culture |
| SCA | Service cantonal de l'agriculture |
| SCAV | Service de la consommation et des affaires vétérinaires |
| SCC | Service cantonal des contributions |
| SCI | Service cantonal de l'informatique |
| SCJ | Service cantonal de la jeunesse |
| SCN | Service de la circulation et de la navigation |
| SCPF | Service de la chasse, de la pêche et de la faune |
| SDE | Service du développement économique |
| SDT | Service du développement territorial |
| SE | Service de l'enseignement |
| SEFH | Service de l'énergie et des forces hydrauliques |
| SFOP | Service de la formation professionnelle |
| SFP | Service des forêts et du paysage |
| SHE | Service des hautes écoles |
| SICT | Service de l'industrie, du commerce et du travail |
| SJSJ | Service juridique de la sécurité et de la justice |
| SPE | Service de protection de l'environnement |
| SPM | Service de la population et des migrations |
| SPT | Service de protection des travailleurs |
| SRFG | Service du registre foncier et de la géomatique |
| SRH | Service des ressources humaines |
| SRTCE | Service des routes, des transports et des cours d'eau |
| SSCM | Service de la sécurité civile et militaire |
| SSP | Service de la santé publique |